

Union européenne : passer du Brexit au "Balkin"

Le 25 mars 2020, les États membres de l'UE approuvaient un texte de la Commission intitulé "Renforcer le processus d'adhésion - Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux".

Ce texte intégrait, à l'initiative de la France, une nouvelle méthodologie de négociations avec les nouveaux pays candidats à l'UE, comme l'Albanie et la Macédoine du Nord, destinée à remplacer un système jugé trop "bureaucratique".

L'objectif était de redynamiser le processus d'adhésion en voulant le rendre plus prévisible, plus crédible et plus dynamique. On y réaffirmait que les réformes fondamentales de la démocratie, de l'état de droit et de l'économie représentaient l'objectif central du processus d'adhésion.

Pourtant, plus d'un an après, force est de constater que la situation s'est figée sur le terrain de l'intégration européenne.

Et ce en dépit des efforts déployés par les pays potentiellement candidats.

C'est le cas notamment du Monténégro et de la Serbie. Candidats respectivement depuis 2010 et 2012, ces pays travaillent toujours à leur intégration sous les conditions établies par l'ancien mécanisme de négociation organisé en 35 chapitres.

Ces derniers recouvrent l'ensemble de la législation de l'Union (l'acquis communautaire) et sont basés sur les critères dits de Copenhague (*).

En dix ans, la Serbie a progressivement ouvert 18 chapitres de négociations sur 35, dont les chapitres 23 et 24 relatifs aux questions d'État de droit.

Le Monténégro a quant à lui déjà ouvert tous les chapitres.

Les deux pays avaient accepté le principe d'une nouvelle méthodologie bien qu'ils n'étaient pas obligés de le faire.

Le président de la République de Serbie, **Aleksandar Vučić**, l'avait d'ailleurs confirmé au **président Macron** en Juillet 2020 lors de sa visite à Paris.

Pourtant, depuis plus d'un an la Serbie ne progresse plus dans le processus d'intégration ...

En effet, ce n'est qu'en mars 2021 (!) que le Commissaire européen à l'Élargissement, **Olivér Várhelyi**, a partagé un document de travail sur la manière dont la méthodologie d'élargissement révisée pourrait être appliquée à la Serbie et au Monténégro.

Et ce n'est que le 6 mai dernier que le Conseil européen a approuvé la méthodologie révisée qui peut être intégrée dans les cadres de négociations existants. Ce ne fut pas une tâche aisée !

Certains États membres souhaitaient que la nouvelle méthodologie mette plus l'accent sur le caractère incitatif des réformes, tandis que d'autres insistaient sur les conditionnalités et l'aspect réversible du processus.

Malgré cela, le Monténégro et la Serbie ont tenu le cap des réformes afin de justifier qu'ils constituent des partenaires fiables et solides vis-à-vis de l'Union européenne.

Deux exemples récents le prouvent pour la Serbie.

La gestion de la pandémie et le succès de la campagne vaccinale serbe témoignent du sérieux et de l'efficacité d'un État bien organisé, qui a su se montrer solidaire avec ses pays voisins.

Sur le terrain sécuritaire et militaire, Belgrade a manifesté son engagement pour participer aux opérations de gestion de crise menées par l'Union européenne pour lutter contre le terrorisme, notamment au Sahel.

Certes, la Serbie est bien consciente qu'elle doit encore déployer des efforts supplémentaires pour renforcer l'État de droit et qu'une solution doit être trouvée afin de normaliser les relations avec le Kosovo.

Mais, tout comme le Monténégro, elle a aussi besoin d'avoir une vision claire et précise de la façon dont les futures négociations d'adhésion se dérouleront.

En effet, bien que cette nouvelle méthodologie ait finalement été adoptée, le processus ne prévoit aucun calendrier ni aucune date-cible ! Candidats depuis près de dix ans, l'énergie et l'optimisme de ces deux pays des Balkans s'essoufflent peu à peu et leur population se désespère.

Favoriser le statu quo et l'immobilisme représente un réel danger pour la stabilité des Balkans, mais également pour le continent européen dans son ensemble : c'est courir le risque de détourner définitivement les citoyens des Balkans de l'Europe ; cela crée une région à deux vitesses entre des pays ayant déjà intégré l'UE et les autres. Cela risque d'alimenter le sentiment d'injustice.

Après un an de tergiversations, il est urgent pour l'Union européenne d'agir et d'avoir une position claire sur l'intégration du Monténégro et de la Serbie.

L'UE a géré la sortie du Royaume-Uni en moins de 3 ans grâce à des délais fixés dès le départ et à un négociateur dédié au Brexit. **Michel Barnier** a démontré que l'UE savait s'adapter face à une horloge qui tourne quand le temps est limité.

Rien n'empêche l'UE de nommer un négociateur "Balkan" chargé de concrétiser l'entrée de la Serbie comme celle du Monténégro dans les trois ans.

Ce serait un signal concret pour marquer le volontarisme de l'UE. Il répondrait à l'aspiration de peuples européens en besoin de démocratie, d'opportunités économiques et voulant contribuer pleinement à la construction européenne.

Olivier Cadic
Sénateur des Français établis hors de France
Le 9 mai 2021

() "la stabilité d'institutions garantissant la démocratie, l'état de droit, les Droits de l'homme et le respect des minorités et leur protection; une économie de marché viable ainsi que la capacité à faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union; la capacité du pays candidat à assumer les obligations découlant de son adhésion, notamment en souscrivant aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire".*